

L'avis des experts

Héritage à risque dans l'espace arabo-islamique

Le Moyen-Orient reste, plus que jamais, source de conflits, et plusieurs facteurs en accroissent le risque. Pour conjurer ces périls, il est urgent que les régimes arabo-islamiques acceptent une ouverture politique réelle, et se modernisent

A l'issue de son deuxième mandat, George Bush aura laissé un lourd héritage à son successeur et des enjeux majeurs, dont l'Amérique ne peut se désintéresser, ni s'en détourner, notamment dans la sphère arabo-islamique. Ce qui vaut pour le locataire de la Maison-Blanche vaut également pour l'alliance occidentale, et particulièrement pour son bras armé, l'OTAN, qui rencontre des difficultés en Afghanistan et s'interroge sur sa vocation à intervenir dans les conflits qui peuvent surgir ou s'aggraver du golfe arabo-persique au bassin méditerranéen.

Si l'assimilation de l'OTAN à la politique des Etats-Unis dresse les opinions publiques de la région contre l'organisation transatlantique, ce n'est pas le cas pour les régimes en place. Il suffit qu'un dirigeant de l'OTAN ou de l'armée américaine veuille rencontrer un chef d'Etat pour que le rendez-vous soit obtenu sur-le-champ, mais dissimulé aux populations, tant Bush est décrié et la politique américaine rejetée.

La composante européenne de l'OTAN ne peut compenser le discrédit de Washington, tant elle apparaît divisée sur la politique à suivre dans cette région

L'enlèvement en Afghanistan, après le succès fulgurant de l'offensive de l'automne 2001, s'est traduit par un retour progressif des Talibans, qui s'enracinent même au Pakistan. L'Afghanistan d'aujourd'hui exporte plus de drogue dure que sous le règne du mollah Omar. En Irak, sitôt la conquête militaire acquise, de graves erreurs ont été commises (dissolution de l'armée, du parti Baas...), suivies d'un discrédit moral avec les sévices à la prison d'Abou Ghraïb, au moment même où Washington plaquait pour la démocratisation du Grand Moyen-Orient. Seul espoir dans le désastre en cours: la probable défaite d'Al-Qaïda, qui entendait profiter de l'occupation



Antoine Basbous

Directeur de l'Observatoire des pays arabes, Paris

étrangère pour s'installer dans la partie ouest de l'Irak. L'arrivée d'un général «politique», David Petraeus, a freiné le phénomène terroriste, grâce à la mobilisation des tribus sunnites, mais la bataille est encore loin d'être gagnée.

En réalité, les interventions américaines dans ces deux pays ont favorisé l'émergence régionale de l'Iran, dont l'hégémonisme s'affirme désormais de la Caspienne à la Méditerranée. Téhéran instrumentalise la cause palestinienne pour couper l'herbe sous les pieds des Arabes modérés, accusés d'alliance avec l'Occident au détriment des Palestiniens, et s'érige en principal pourfendeur d'Israël et défenseur de la Palestine. Ainsi, le président iranien ne manque-t-il jamais une occasion d'appeler à la disparition de l'Etat hébreu.

L'échec de Bush à promouvoir un règlement de la crise israélo-arabe est patent, et ses promesses d'avènement d'un Etat palestinien avant la fin 2008 apparaissent déjà comme un vœu pieux. Quelle que soit l'administration américaine en place, l'alignement systématique sur les positions d'Israël reste la règle.

Ces échecs américains rejouent sur l'OTAN, sur son image et sur ses éventuelles missions. Et la composante européenne de l'Organisation ne peut compenser le discrédit de l'actuelle administration, tant elle apparaît divisée sur la politique à suivre dans cette région et se trouve confrontée à plusieurs projets concurrents.

Pourtant, le futur locataire de la Maison-Blanche ne pourra se désintéresser de cette zone complexe, car l'idéologie qui a sous-tendu le 11 Septembre, les kamikazes qui propagent le djihad sur la planète et son financement en sont issus. Cette région de hautes turbulences sera, à n'en pas douter, pourvoyeuse de nouvelles crises impliquant les intérêts de l'Alliance occidentale au cours des prochaines années. Outre les conflits qui ébranlent l'Islam entre sunnites et chiïtes et entre radicaux et modérés, quelques facteurs de crise peuvent déjà être énoncés, pour mieux les juguler.

1) L'issue incertaine du conflit en Irak, où les interférences entre acteurs régionaux sont

grandes. L'échec le plus criant du Pentagone réside sans doute dans les ratés de la formation du premier embryon de l'armée irakienne, avec l'absence de consensus interne, des conflits entre sunnites, chiïtes et kurdes, et des guerres intestines qui ont surgi au sein même de la composante chiïte irakienne.

2) La renaissance des Talibans en Afghanistan et leur «prolifération» au Pakistan, pays qui dispose de l'arme nucléaire.

3) L'issue du bras de fer avec l'Iran. Téhéran continue de défier le Conseil de sécurité des Nations unies, poursuit son programme nucléaire, menace constamment ses voisins arabes tout comme Israël, et étend son influence à l'échelle de la région, à coup de messianisme du président Ahmadinejad et de son guide spirituel, l'ayatollah Mesbah Yazdi. Téhéran conditionne désormais tout rôle constructif en Irak, au Liban ou en Palestine à une reconnaissance par Washington de son leadership régional et à la sanctuarisation de son régime.

4) La sécurité des approvisionnements en hydrocarbures, qui est de plus en plus menacée par des instructions d'Al-Qaïda appelant à frapper les gisements, les terminaux et les infrastructures de transport. Les Etats-Unis et l'OTAN ne peuvent se détourner de cette question stratégique, parce qu'elle conditionne le fonctionnement de l'économie mondiale.

5) La stabilité du Yémen, où l'implantation d'Al-Qaïda se renforce et se traduit par des actions de plus en plus audacieuses. L'Etat se délite et se retrouve confronté dans le Nord à la rébellion de radicaux chiïtes (les Houthis), mais aussi au réveil des ambitions séparatistes au Sud-Yémen. Le régime du président Saleh, en place depuis 1978, est usé et a perdu tout crédit auprès de la population. En l'état, ce pays a vocation à devenir un «nouvel Irak».

6) La faillite des pouvoirs centraux de la région. A Gaza, le Hamas a réussi un coup d'Etat en 2007, tandis qu'au Liban, malgré l'accord de Doha et l'élection d'un nouveau président de la République, le Hezbollah n'a cessé de multiplier les coups de force et d'étendre son contrôle sur le pays aux dépens de la République. Depuis vingt-cinq ans, l'Etat-Hezbollah se construit en

évinçant l'Etat libanais, grâce à des miliciens entraînés en Iran et en Syrie, à ses propres services de renseignement, à ses armes (dont des dizaines de milliers de missiles longue portée) et à son réseau privé de télécommunications.

7) L'émergence d'un nouvel acteur en Méditerranée: Al-Qaïda-Maghreb. Cette croissance régionale de l'officine de Ben Laden menace la paix en Méditerranée et ébranle les régimes d'Afrique du Nord, pour la plupart à bout de course et incapables d'offrir un espoir à leurs populations. A partir du sanctuaire algérien, on assiste à une prolifération islamiste et une extension du déploiement d'Al-Qaïda vers la Tunisie, le Maroc, la Mauritanie et le Sahel, ainsi qu'à l'introduction de nouvelles méthodes éprouvées ailleurs: les attentats kamikazes et le ciblage des institutions étatiques et internationales.

8) Par sa gouvernance archaïque, la majeure partie du Grand Moyen-Orient échappe à la modernité. L'Etat de droit y est souvent absent, les régimes en place résistent à toute idée de réforme et continuent de verrouiller le champ politique, ne laissant comme alternative au Palais que la Mosquée. Et lorsque des élections sont tenues dans la précipitation, les islamistes prennent leur revanche et raflent la mise.

Pour conjurer ces défaillances et préparer l'avenir, il est urgent de pousser les régimes arabes et islamiques à accepter une ouverture politique réelle, à favoriser le multipartisme, mais aussi une presse libre et des débats publics, pour qu'à l'issue d'une période de transition, une troisième voie puisse offrir une alternative aux deux totalitarismes qui s'opposent en duel. Ce changement est indispensable pour assurer la stabilité et la croissance de la région, et pour redonner espoir, ainsi qu'un destin «national» à une jeunesse qui, à défaut, ne rêve que de visa et d'exil.

Il est de l'intérêt de l'Alliance occidentale de voir la sphère arabo-islamique se moderniser pour maîtriser son destin et participer activement à la marche du monde, au lieu de rester à sa marge, comme une inaltérable source de conflits.